

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire

Chartres, le 07 février 2018

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir - BPE  
avec présentation au CDNPS**

INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE  
LA CARRIÈRE

SMB

COMMUNE DE PRASVILLE

## **1. Identification du pétitionnaire**

La Société des Matériaux de Beauce (SMB), dont le siège social est situé au 2 avenue du Général de Gaulle à Clamart (92 140), est spécialisée dans le secteur d'activité de l'exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin.

## **2. Renseignements sur l'établissement**

Nature : Carrière

Situation : lieu-dit « Vers Chesnay », « le Chemin d'Ymonville », « La mare du Château », « La Fosse Blanche », « la pièce de l'Orme », « Le Chemin de Tellay », « Le Chapitre », « les Marmonneries », et « Les Carrières »

Acte administratif :

- Arrêté préfectoral de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et d'extension d'une carrière et de ses installations annexes du 29 mai 2012,
- Arrêté préfectoral complémentaire modifiant la liste des matériaux inertes acceptables pour la remise en état de la carrière et augmentant la consommation d'eau de forage du 24 février 2016,
- Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les horaires de fonctionnement et autorisant temporairement le fonctionnement d'une unité mobile de concassage-criblage du 25 avril 2016.

## **3. Objet de la demande**

Par courrier du 12 avril 2017, complété les 18 août 2017 et 31 octobre 2017, la SMB a transmis à la préfecture d'Eure-et-Loir un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état pour son installation de stockage de déchets inertes et pour sa carrière, toutes deux situées sur la commune de Prasville.

Cette demande correspond, pour la carrière, à la modification :

- des seuils d'admission des déchets inertes entrant sur l'installation dans la limite d'un facteur 3 et d'un facteur 2 pour le paramètre carbone organique total (COT) comme prévu par l'article 6 de l'arrêté ministériel 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,
- de la cote de remise en état sur le secteur dit de « Prasville III », jusqu'à la côte du terrain naturel,

La remise en état du secteur de « Prasville III » consistait dans le dossier d'autorisation initiale en un raccordement aux terrains naturels de la zone exploitée par remblaiement, avec des pentes allant de 3 % à 6 %, et un retour à une vocation agricole. Le remblayage de la carrière se fera jusqu'à une cote de 144 mNGF à 138 mNGF pour le secteur « Prasville III Ouest » et une cote de 142 mNGF à 135 mNGF pour le secteur « Prasville III Est »

La remise en état du secteur dit de « Prasville II », en cours d'exploitation, consistant en la création d'une vallée sèche et de coteaux calcaires, n'est pas modifiée.

La demande de modification des valeurs limites est motivée principalement par :

- la proximité de la région Île-de-France dont certains déchets inertes dépassent pour certains paramètres suivis les valeurs limites fixées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, ainsi que par les chantiers gérés par la société du Grand Paris exécutés dans le cadre

du Grand Paris Express avec notamment la ligne 15 et la ligne 18 dont les chantiers sont en cours ou les démarrages sont prévus prochainement ;

- Infrastructures et matériels adaptés déjà présents sur le site, des perspectives de développement du site et les investissements liés ;
- l'optimisation des coûts de transport grâce à la mutualisation ;
- amélioration de l'intégration paysagère avec l'accueil d'un volume supplémentaire de déchet dans le cadre de la remise en état du site et facilitant le retour à un usage agricole ;
- traçabilité des matériaux accueillis et surveillance de la qualité des matériaux accueillis ;
- l'accès routier favorisé par la proximité du site à la route nationale RN 154.

#### **4. Analyse de l'inspection des installations classées**

- Remblaiement et remise en état du site :

Le volume concerné par la remise en état est de 8 450 000 m<sup>3</sup> de remblais total avec un tonnage d'accueil moyen de 700 000 t/an durant les 25 ans restant autorisé (fin de l'autorisation en 2042) et un rythme maximal de 800 000 t/an.

Le mode d'exploitation et de remise en état de la carrière ne sont pas modifiés par rapport au dossier d'autorisation. La vocation principale des parcelles du secteur dit « Prasville III » reste une vocation agricole.

La vocation future reste donc inchangée par rapport au projet initial bien qu'elle soit optimisée grâce au retour à la cote topographique initiale.

Le remblaiement de l'excavation est réalisé jusqu'à la cote du terrain naturel sur le secteur dit « Prasville III » avec des matériaux inertes (dont facteur 3) permettant une meilleure intégration dans l'environnement et limitant la rétention des eaux sur les cultures.

- Modification des valeurs limites d'admission :

Le dossier transmis par l'exploitant mentionne la présence de marnes de Voise au droit du site. Les marnes de Voise, qui constitue le fond de fouille de la carrière, présentent une épaisseur d'environ 5 m au droit du site et une perméabilité d'environ  $7 \cdot 10^{-7} \text{ m.s}^{-1}$ .

Ces marnes constituent une protection argileuse formant une protection contre d'éventuelle pollution de la nappe.

Le site ne se situe pas dans une zone de protection de captages d'eaux destinés à l'alimentation en eau potable.

Un réseau de suivi piézométrique de la carrière exploitée par la SMB est constitué de 15 piézomètres traversant la nappe de Beauce. Trois piézomètres supplémentaires (un piézomètre amont et deux piézomètres aval) seront implantés dans le cadre de la demande sur le secteur dit « Prasville III Ouest ». Le secteur dit « Prasville III Est » est pourvu de 7 piézomètres (1 piézomètre amont et 6 piézomètres aval).

L'exploitant fournit dans son dossier une étude hydrogéologique ainsi que des données propres au site permettant de connaître la qualité des sols pouvant accueillir les déchets inertes avec des valeurs limites modifiées. Une étude permettant de vérifier l'innocuité des remblaiements et de situer le niveau d'impact des eaux souterraines a été réalisée au moyen de l'outil HYDROTEX, développé par le BRGM et l'INERIS.

Cette étude conclut que les remblaiements avec des matériaux dont la qualité respecte les seuils de l'arrêt ministériel du 12 décembre 2014 augmentés d'un facteur 3 n'ont aucun effet significatif sur la qualité des eaux souterraines.

La carrière exploitée par la société SMB présente des caractéristiques géologiques suffisantes pour satisfaire l'article 6 de l'arrêt ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517

et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, et les conditions de modification des valeurs limites mentionnées à l'annexe II de ce même arrêté.

- Mesures de contrôle

Avant la livraison de déchets sur le site, le producteur des déchets transmet à l'exploitant une demande d'acceptation préalable complétée des éléments d'appréciation nécessaires permettant de justifier l'admission des déchets sur le site de stockage. Un contrôle visuel des déchets est effectué à l'entrée du site, lors du déchargement et lors du régalage des déchets en zone de déblais.

Des contrôles réalisés par l'exploitant suivants une fréquence définie permettent de vérifier la conformité des déchets reçus par rapport à la demande d'acceptation préalable en renforçant les mesures de contrôles déjà en place sur le site.

Le registre d'admission des matériaux et le plan de remblayage consignait l'emplacement de chaque déchet admis sur le site, côté en plan et en altitude.

## **5. Conclusion – Proposition**

La modification demandée n'étant pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs, l'inspection des installations classées a établi un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2012.

Ce projet d'arrêté est joint en annexe au présent rapport.

L'Inspection des Installations Classées propose à Madame la Préfète d'Eure-et-Loir, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, de soumettre à l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, réunis en formation carrière, ce projet de prescriptions complémentaires.